



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUÏ, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Thierry BREYSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN.

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions d'insertion par le logement - Avenant à la convention 2018 avec l'association Amicale du Nid / La Babotte

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI).

Pour rappel, le Fonds de Solidarité Logement s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- sur le versement d'aides financières directes aux ménages pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les actions d'insertion par le logement dont la réalisation est confiée à une vingtaine de structures (associations ou CCAS) permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accès au logement quand ils n'en disposent pas, ou pour un maintien dans les lieux, en cas d'impayés notamment. Ces actions ont concerné 1 712 ménages en 2017 sur le territoire métropolitain.

Par délibération n°M2018-39 du 25 janvier 2018, l'association Amicale du Nid / La Babotte s'est vue attribuer une subvention d'un montant total de 42 040 € pour l'animation d'un atelier de recherche de logement, la gestion de 3 logements en location/sous-location avec bail glissant et de 5 appartements relais et la réalisation de mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL).

L'Amicale du Nid, ayant réalisé ses objectifs à ce stade de l'année, recense des demandes de mesures ASLL en attente. Or compte tenu de la spécificité du public auquel elle s'adresse (milieu de la prostitution), il n'est pas opportun d'orienter les ménages vers une autre association.

Il est donc proposé d'attribuer une subvention complémentaire d'un montant de 2 740 € à l'association par avenant à la convention initiale 2018 liant la Métropole et l'Amicale du Nid, portant à 44 780 € le montant total de la subvention accordée en 2018. Cette aide supplémentaire vise la réalisation de 20 mois d'accompagnement au coût unitaire de 137 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention complémentaire du Fonds Métropolitain de Solidarité pour le Logement d'un montant de 2 740 € à l'Amicale du Nid / La Babotte ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la délibération n°15096 du Conseil de Métropole du 20 décembre 2017, sans incidence sur la participation 2018 de la Métropole versée au Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention 2018 liant la Métropole et l'Amicale du Nid / La Babotte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-55487-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.